



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



RSM PARIS S.A.S  
26 rue de Cambacérès  
75008 Paris

# Assystem S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Assystem S.A.

Tour Egée, 9-11, Allée de l'Arche - 92400 Courbevoie

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

RSM PARIS S.A.S.  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social : 26 rue Cambacérès  
75008 Paris  
Capital social : 9 641 850 €  
792 111 783 RCS PARIS

## **Assystem S.A.**

Tour Egée, 9-11, Allée de l'Arche - 92400 Courbevoie

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société Assystem S.A.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Assystem S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus

importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

<b>Evaluation des titres de participation</b>	
<i>Notes 2, 3.2, 4 et 5 de l'annexe des comptes annuels</i>	
<b>Risque identifié</b>	<b>Réponse d'audit apportée</b>
<p>Au 31 décembre 2024, les titres de participation, inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de 236,3 millions d'euros, représentent 43% du total du bilan.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2 - Règles et méthodes comptables - Titres de participation de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés, à leur date d'entrée, au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport.</p> <p>A chaque clôture annuelle, la société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>Pour l'estimation de la valeur d'utilité et en fonction de l'activité exercée par la participation la Société retient l'une ou plusieurs des méthodes suivantes : une approche économique fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou la méthode des multiples d'EBIT / EBITDA de transactions comparables ou boursiers ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part détenue dans les capitaux propres).</p>	<p>Nos travaux ont consisté à prendre connaissance, pour chaque participation, de la méthode de calcul de la valeur d'utilité retenue et apprécier son caractère approprié en lien avec les caractéristiques économiques de chaque participation.</p> <p>Lorsque l'approche fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels est retenue, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• apprécié la cohérence des données budgétaires utilisées avec celles approuvées par le conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;</li> <li>• vérifié la cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;</li> <li>• vérifié, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation ;</li> <li>• apprécié la concordance avec les comptes de l'agrégat retenu et le bien-fondé des multiples appliqués en comparaison avec ceux pratiqués dans des secteurs d'activité similaires ;</li> </ul>

<p>Nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit, compte tenu du poids des titres de participation au bilan, du degré élevé d'estimation et de jugement mis en œuvre par la Direction dans le choix de la méthode de calcul de la valeur d'utilité et de la sensibilité, selon la méthode retenue, de cette valeur d'utilité à la variation des hypothèses de prévision.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifié que la valeur découlant de l'approche fondée sur les multiples a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée.</li> </ul> <p>Lorsque l'approche patrimoniale est retenue, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures convenues et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante.</p> <p>Concernant les acquisitions réalisées durant l'exercice, nous avons pris connaissance des éléments de valorisation considérés lors de la détermination du prix d'acquisition des titres.</p> <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 2 - Règles et méthodes comptables, 3.2 - Variations des immobilisations financières, 4 - Tableau des filiales et participations et 5 - Provisions de l'annexe aux comptes annuels.</p>
--	---

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi

que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans la périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### **Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Assystem S.A. par l'assemblée générale du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG SA et du 5 juin 2023 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG SA était dans la seizième année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la deuxième année.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une

incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 28 mars 2025  
KPMG S.A.

Paris, le 28 mars 2025  
RSM Paris

Laurent GENIN  
Associé

Adrien FRICOT  
Associé

### **Assystem SA**

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

## 5.4 COMPTES ANNUELS

### 5.4.1 BILAN

#### ACTIF

	2024			2023
<i>En milliers d'euros</i>	Brut	Amortissements & Provisions	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>889</b>	<b>888</b>	<b>1</b>	<b>24</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 864</b>	<b>3 688</b>	<b>1 176</b>	<b>1 248</b>
Titres de participation	321 621	85 370	236 251	423 417
Prêts	9 500	-	9 500	9 788
Autres immobilisations financières	171 701	-	171 701	169 323
<b>Immobilisations financières</b>	<b>502 822</b>	<b>85 370</b>	<b>417 452</b>	<b>602 528</b>
<b>Actif immobilisé</b>	<b>508 575</b>	<b>89 946</b>	<b>418 629</b>	<b>603 800</b>
Créances d'exploitation	44 600	-	44 600	29 714
Comptes courants – Groupe et associés	24 209	100	24 109	18 517
Valeurs mobilières de placement	45 332	-	45 332	11 072
Disponibilités	15 883	-	15 883	4 734
Charges constatées d'avance	114	-	114	282
Écart de conversion actif	96	-	96	182
<b>Actif circulant</b>	<b>130 234</b>	<b>100</b>	<b>130 134</b>	<b>64 501</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>638 809</b>	<b>90 046</b>	<b>548 763</b>	<b>668 301</b>

#### PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
<b>Capital</b>	<b>15 668</b>	<b>15 668</b>
Primes liées au capital	368	368
Réserve légale	1 567	1 567
Réserve réglementée et autres réserves	27 305	4 158
Report à nouveau	270 383	436 263
Résultat de l'exercice	39 544	42 863
<b>Capitaux propres</b>	<b>354 835</b>	<b>500 887</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>34 302</b>	<b>20 926</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	78 471	87 353
Emprunts et dettes financières divers	65 406	45 999
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 684	2 455
Dettes fiscales et sociales	4 710	2 918
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5	-
Autres dettes	8 139	7 763
Écart de conversion passif	211	-
<b>Dettes</b>	<b>159 626</b>	<b>146 488</b>
<b>Total du passif</b>	<b>548 763</b>	<b>668 301</b>



## 5.4.2 COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	2024	2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 329</b>	<b>9 933</b>
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	94
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>12 329</b>	<b>10 027</b>
Achats et charges externes	(10 685)	(8 374)
Impôts, taxes et versements assimilés	(358)	(358)
Salaires et charges sociales	(6 501)	(3 682)
Jetons de présence	(296)	(320)
Autres charges de gestion courante	-	(28)
Dotations aux amortissements et provisions	(257)	(295)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(18 097)</b>	<b>(13 057)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(5 768)</b>	<b>(3 030)</b>
Produits financiers	55 119	73 319
Charges financières	(91 604)	(22 726)
<b>Résultat financier</b>	<b>(36 485)</b>	<b>50 593</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>(42 253)</b>	<b>47 563</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>82 429</b>	<b>(4 689)</b>
Impôt sur les bénéfices	(632)	(11)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>39 544</b>	<b>42 863</b>

5.4.3 ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

La présente annexe complète le bilan, avant répartition, de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total s'élève à 548 763 milliers d'euros, ainsi que le compte de résultat qui dégage un bénéfice de 39 544 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois allant de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Les chiffres sont indiqués en milliers d'euros, sauf indication contraire.

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES	
NOTE 1	FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE
NOTE 2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES
NOTE 3	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT
3.1	Variations de l'actif immobilisé brut
3.2	Variations des immobilisations financières
3.3	Variations des amortissements
NOTE 4	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
NOTE 5	PROVISIONS
NOTE 6	CRÉANCES
NOTE 7	PRODUITS À RECEVOIR
NOTE 8	DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT
NOTE 9	CAPITAL
NOTE 10	AUTRES INFORMATIONS
NOTE 11	DETTES
NOTE 12	CHARGES À PAYER
NOTE 13	ENGAGEMENTS HORS BILAN
NOTE 14	CHIFFRE D'AFFAIRES
NOTE 15	EFFECTIF MOYEN
NOTE 16	RÉSULTAT FINANCIER
NOTE 17	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL
NOTE 18	IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
NOTE 19	INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS
NOTE 20	IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ
NOTE 21	ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE

**NOTE 1****FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE****Évolution des filiales et participations****PRISES DE PARTICIPATION DANS DE NOUVELLES FILIALES**

Néant.

**AUGMENTATION DE CAPITAL OU RENFORCEMENT DU MONTANT DE LA PARTICIPATION DANS CERTAINES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Néant.

**CESSIONS DE TITRES**

Le 25 janvier 2024, la Société a cédé sa participation de 5 % au capital de Framatome à EDF S.A. pour un montant de 205,0 millions d'euros.

**Actions propres**

L'éventuelle provision pour dépréciation relative aux actions propres détenues par la Société est déterminée en utilisant, pour apprécier la valeur d'inventaire de ces dernières, le cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle résultant du cours moyen des actions auto détenues, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2024.

Le plan d'attribution d'actions gratuites mis en place en 2021 arrivé à échéance en 2024 a été livré au cours de l'exercice.

Sept plans d'attributions d'actions gratuites mis en place en 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 non échus, au titre de bénéficiaires salariés de filiales de la Société qui seront facturées par la Société au titre des actions remises auxdits salariés, font l'objet d'une provision de 19 907 milliers d'euros et donnent lieu à la constatation d'un produit à recevoir d'un montant identique.

**Composition de l'actionnariat du groupe Assystem**

La Société est contrôlée par la société HDL Development qui détient, au 31 décembre 2024, 57,93 % du capital et 75,94 % des droits de vote effectifs.

La société HDL Development est une société contrôlée au 31 décembre 2024 à hauteur de 95,14 % par la société HDL (dont 57,78 % directement et 37,36 % au travers des sociétés CEFID et H2DA). La société HDL est elle-même contrôlée à 100 % par Monsieur Dominique Louis, Président-directeur général de la société Assystem S.A., qui détient également en propre 0,51 % du capital de la société HDL Development. Le solde du capital de cette dernière, soit 4,35 %, est détenu par des managers du groupe Assystem.

**Financements bancaires**

Assystem dispose de lignes de découvert d'un montant de 16,0 millions d'euros non confirmées et non utilisées au 31 décembre 2024.

Assystem dispose également d'un crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros à échéance novembre 2028 et d'une enveloppe globale de crédit renouvelable de 170,0 millions d'euros (tirée à hauteur de 18,0 millions d'euros au 31 décembre 2024) à échéance novembre 2028. Ce dernier crédit est assorti de deux options de prolongation d'un an exerçables par Assystem et soumises à l'accord des prêteurs.

Ces crédits sont soumis au respect d'un covenant financier. Le covenant impose le respect, sur la base des comptes consolidés d'un plafond au ratio dettes financières nettes/EBITDA réalisé sur les douze derniers mois.

Au 31 décembre 2024, le ratio mesuré est en deçà du plafond contractuel.

**Facteurs de risques****CONTRÔLES FISCAUX**

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de crédit impôt recherche (CIR) enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017 par l'Administration fiscale d'avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Le 30 juin 2021, l'Administration a fait droit à la contestation précitée en accordant à la Société au seul titre de l'exercice 2010 un dégrèvement de 1,8 million d'euros en droits et de 0,3 million d'euros d'intérêts de retard.

Le Tribunal Administratif (TA) de Montreuil a rendu le 6 avril 2023 un jugement faisant partiellement droit à la Société au titre des exercices 2011 et 2012 à hauteur respectivement de 2,1 millions d'euros et 2,7 millions d'euros.

La Société a décidé de faire appel de cette décision auprès de la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Paris le 9 juin 2023 en apportant des éléments complémentaires de façon à faire valoir au mieux ses arguments.

La procédure d'appel n'étant pas suspensive, la Société s'est acquittée le 31 octobre 2024 du paiement auprès de l'Administration fiscale de la somme de 7,2 millions d'euros de redressement décidé en première instance par le TA de Montreuil.

Par une décision du 24 janvier 2025, la CAA de Paris a annulé la quasi-intégralité des redressements en décidant de ne maintenir qu'un redressement résiduel de 0,9 million d'euros.

En conséquence, la Société a repris 8,1 millions d'euros de la provision constituée à fin 2023 (8,3 millions d'euros). La provision résiduelle à fin 2024 s'établit ainsi à 0,2 million d'euros correspondant aux intérêts de retard sur les 0,9 million d'euros de redressement résiduel d'ores et déjà décaissé au 31 décembre 2024. La Société a par ailleurs constaté un actif de 6,4 millions d'euros en contrepartie du remboursement attendu de l'Administration fiscale en application de la décision de la CAA de Paris, cet actif a été comptabilisé en autres créances courantes.

## EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette refinancée le 23 novembre 2023 composée des encours de tirage d'un crédit renouvelable de 170,0 millions d'euros dont l'utilisation au 31 décembre 2024 est de 18,0 millions d'euros et d'un crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros. Les intérêts payables au titre de ces deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois.

La société Assystem S.A. a mis en place des couvertures de taux pour un montant nominal total de 60,0 millions d'euros égal au montant du crédit d'investissement. Ces couvertures, au titre desquelles la société reçoit l'Euribor 3 mois avec un floor à zéro et paye un taux fixe annuel, courent du 30 octobre 2024 au 30 octobre 2027.

## NOTE 2 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont établis et présentés conformément aux articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce, aux dispositions du décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983 et au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

### Rappel des principes comptables

Les principes comptables généraux ont été appliqués dans le respect des règles communément admises :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables.

Les valeurs sont inscrites en comptabilité suivant la méthode habituelle des coûts historiques.

### Immobilisations

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur prix de revient d'origine, abstraction faite de toute charge financière.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

• logiciels	3 ans
• brevets	20 ans
• installations et agencements	7 ans
• matériel de transport	5 ans
• matériel de bureau	3 ans
• mobilier de bureau	10 ans
• constructions	20 ans

### Titres de participation

Les titres sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût historique d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les cessions sont évaluées à leur prix de revient. Le calcul de la plus ou moins-value est fondé sur la valeur comptable des titres cédés.

À chaque clôture annuelle la Société estime la valeur d'utilité de ses participations afin de déterminer si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour l'estimation de la valeur d'utilité et en fonction de l'activité exercée par la participation la Société retient l'une ou plusieurs des méthodes suivantes : une approche économique (fondée sur les flux de trésorerie prévisionnels ou la méthode des multiples d'EBIT/EBITDA de transactions comparables ou boursiers) ou une approche patrimoniale (fondée sur la quote-part détenue dans les capitaux propres).

### Frais d'acquisition de titres de participation

Ces frais sont comptabilisés en charges.

Ils sont réintégrés fiscalement lors de l'exercice d'acquisition des titres de participation puis font l'objet d'une déduction extra-comptable sur cinq ans à compter de la date d'acquisition des titres.

### Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont inscrites à leur valeur nominale.

### Créances

Les créances et dettes sont évaluées à la valeur nominale. Les créances sont le cas échéant dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Il s'agit essentiellement de créances sur des entreprises liées.

### Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunt sont intégralement comptabilisés en charge au cours de l'exercice durant lequel ils sont encourus.

### Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de titres auto détenus affectés aux plans d'attribution gratuite d'actions et sont comptabilisées à leur coût d'achat hors frais accessoires.

## Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

## Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06 sur les passifs.

## Provisions pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC)

Les droits dus font l'objet d'une provision déterminée en tenant compte de l'ancienneté du salarié et de sa probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses de rotation de personnel, d'évolution des salaires et d'âge de départ.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

- taux d'actualisation 3,40 %
- taux d'augmentation des salaires 2,00 %
- taux de turn-over médian de 0 à 27 % selon la tranche d'âge
- table de mortalité utilisée INSEE 2022

## Sources principales d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Assystem revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les provisions pour risques et charges et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la valorisation des titres de participation.

## Provisions pour risques filiales

Les filiales pour lesquelles un risque est identifié font l'objet d'une provision.

## Opérations de couverture effectuées

Le montant comptabilisé au bilan au titre des résultats réalisés des dérivés est de 1 201 milliers d'euros.

### NOTE 3

## INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 3.1 Variations de l'actif immobilisé brut

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	889	-	-	889
Immobilisations corporelles	4 714	150	-	4 864
Immobilisations financières	634 258	52 092	183 528	502 822
<b>Total</b>	<b>639 861</b>	<b>52 242</b>	<b>183 528</b>	<b>508 575</b>

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels pour une valeur de 874 milliers d'euros et à un brevet complètement amorti pour 15 milliers d'euros.

Les immobilisations corporelles sont composées de constructions et agencements pour 3 733 milliers d'euros, de mobilier et matériel

de bureau pour 776 milliers d'euros et d'œuvres d'art pour 216 milliers d'euros.

Les variations des immobilisations financières détaillées en note 3.2 ci-dessous correspondent essentiellement aux nouveaux prêts accordés à des filiales ainsi qu'aux opérations sur actions propres.

### 3.2 Variations des immobilisations financières

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Titres de participation <sup>(1)</sup>	455 147	-	133 526	321 621
Prêts rattachés à des participations (y compris intérêts courus)	9 788	599	887	9 500
Dépôts et cautionnements	58	-	-	58
Obligations convertibles (y compris intérêts courus)	157 190	20 410	6 262	171 338
Actions propres	12 075	31 083	42 853	305
<b>Total</b>	<b>634 258</b>	<b>52 092</b>	<b>183 528</b>	<b>502 822</b>

(1) La variation des valeurs brutes des titres de participation est constituée de la sortie des titres de la société Framatome pour 133 526 milliers d'euros.

Les mouvements sur les actions propres sont résumés ci-dessous :

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Valeurs comptables
<b>Actions propres au 31 décembre 2023</b>	<b>788 718</b>	<b>23 147</b>
Acquisitions (contrat de liquidités)	160 998	7 863
Acquisitions (mandat de rachat d'actions)	446 645	20 864
Cessions (contrat de liquidités)	(153 993)	(5 097)
Livraisons d'actions gratuites	(42 250)	(1 139)
<b>Actions propres au 31 décembre 2024 <sup>(1)</sup></b>	<b>1 200 118</b>	<b>45 638</b>

(1) Les actions propres sont enregistrées à l'actif du bilan à hauteur de 305 milliers d'euros en « Immobilisations financières » et à hauteur de 45 332 milliers d'euros en « Valeurs mobilières de placement ».

### 3.3 Variations des amortissements

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immobilisations incorporelles	865	23	-	888
<b>Sous-total</b>	<b>865</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>888</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Construction sur sol propre	1 884	-	-	1 884
Construction installations générales agencements	2	-	-	2
Installations générales	768	199	-	967
Matériel de bureau, informatique et mobilier	638	23	-	661
<b>Sous-total</b>	<b>3 292</b>	<b>222</b>	<b>-</b>	<b>3 514</b>
<b>Total</b>	<b>4 157</b>	<b>245</b>	<b>-</b>	<b>4 402</b>

## NOTE 4

## TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres y inclus résultat 2024	Quotes-parts du capital détenu en %	Valeurs comptables brutes des titres détenus	Valeurs comptables nettes des titres détenus	Prêts et avances consentis <sup>(1)</sup>	Montants des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires au 31/12/2024	Résultats au 31/12/2024	Dividendes encaissés
Assystem Engineering and Operation Services	3 318	65 044	100,00 %	91 166	91 166	5 616	5 420	360 220	14 123	15 000
Assystem Project Management	127	16 291	100,00 %	42 362	36 532	-	-	53 887	2 336	2 300
Assystem Energy & Infrastructure Limited	26 643	40 341	100,00 %	25 312	25 312	5 661	1 397	115 646	7 367	-
Assystem Enerji ve Cevre	47	907	100,00 %	19 738	7 000	-	-	5 336	79	-
Assystem Engineering Services India Plc	562	85	1,00 %	6	1	-	-	-	2	-
Assystem Engineering Services For Egypt	25	25	1,00 %	-	-	-	-	-	-	-
MPH Global Services <sup>(2)</sup>	8 102	13 162	49,00 %	16 891	4 900	3 766	-	51 044	283	98
STUP Consultants Private Limited	46	18 637	99,19 %	25 347	25 347	-	4 659	23 111	2 630	-
ASM Technologies	585	218	99,99 %	787	-	-	-	-	(14)	-
Assystem Solutions DMCC	26	(1 029)	100,00 %	20	-	1 737	-	956	(714)	-
Assystem Invest 1	76	205	100,00 %	432	213	59	-	-	(5)	-
SCI du Pont Noir	322	430	99,99 %	1 065	924	-	-	130	90	400
Assystem Conseils	14	9	100,00 %	28	9	-	-	-	-	-
Assystem Investissements	5	23	100,00 %	15	15	-	-	-	-	-
RelSAFE Pra Consulting Private Limited	2	2 310	100,00 %	5 812	5 812	-	-	2 217	142	121
Assystem INV	20	39	100,00 %	20	20	5 789	-	3 124	19	-
Eradma	NC	NC	4,04 %	120	-	-	-	NC	NC	-
Expleo Group <sup>(2)</sup>	248 500	(34 576)	37,13 %	92 500	39 000	-	-	1 406 700	(87 254)	-
<b>Total</b>				<b>321 621</b>	<b>236 251</b>	<b>22 628</b>	<b>11 476</b>			<b>17 919</b>

(1) Hors comptes d'intégration fiscale.

(2) Les capitaux propres, le chiffre d'affaires et le résultat indiqués sont des données consolidées part Groupe.

La Société a été amenée à provisionner les titres de certaines de ses filiales et participations à la suite des tests de valeur réalisés au 31 décembre 2024 conformément aux règles et méthodes comptables décrites précédemment.

Les titres de participation Expleo Group (ainsi que les obligations convertibles - note 6) sont valorisés par un expert indépendant.

**NOTE 5**
**PROVISIONS**

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations/ dotations	Diminutions/ reprises	Montants fin d'exercice
Provisions pour perte de change	2	69	2	69
Autres provisions pour risques et charges <sup>(1)</sup>	20 924	26 110	12 801	34 233
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>20 926</b>	<b>26 179</b>	<b>12 803</b>	<b>34 302</b>
Provisions pour dépréciation des Immobilisations corporelles	174	-	-	174
Provisions sur titres de participation <sup>(2)</sup>	31 730	53 640	-	85 370
<b>Sous-total provisions sur actif immobilisé</b>	<b>31 904</b>	<b>53 640</b>	<b>-</b>	<b>85 544</b>
Provisions pour dépréciation des comptes Courants – Groupe et associés	100	-	-	100
<b>Sous-total provisions sur actif circulant</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>100</b>
<b>Total provisions pour dépréciation</b>	<b>32 004</b>	<b>53 640</b>	<b>-</b>	<b>85 644</b>
<b>Total</b>	<b>52 930</b>	<b>79 819</b>	<b>12 803</b>	<b>119 946</b>

(1) Les dotations et reprises aux « Autres provisions pour risques et charges » sont constituées principalement de :

- une provision de 26 099 milliers d'euros concernant les plans d'attribution d'actions gratuites ;
- une reprise de provision de 8 753 milliers d'euros pour risque fiscal ;
- une reprise de provision de 4 047 milliers d'euros constatée lors de la livraison des plans d'attribution gratuite d'actions arrivés à échéance.

(2) Les dotations aux « Provisions sur titres de participation » concernent les sociétés suivantes :

- Expleo Group : dotation de 53 500 milliers d'euros ;
- SCI du Pont Noir : dotation de 140 milliers d'euros.

**NOTE 6**
**CRÉANCES**

En milliers d'euros	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Obligations convertibles Expleo Group (y inclus coupons courus)	171 338	-	171 338
Prêts	9 500	737	8 763
Autres immobilisations financières	58	-	58
Actions propres <sup>(1)</sup>	305	305	-
<b>Sous-total</b>	<b>181 201</b>	<b>1 042</b>	<b>180 159</b>
<b>Créances d'exploitation</b>			
Autres créances clients	2 100	2 100	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	44	44	-
État – Impôts sur le bénéfice	14 417	8 076	6 341
État – Taxe sur la valeur ajoutée	594	594	-
Débiteurs divers <sup>(2)</sup>	27 445	27 445	-
<b>Sous-total</b>	<b>44 600</b>	<b>38 259</b>	<b>6 341</b>
Comptes courants – Groupe et associés	24 209	24 209	-
Charges constatées d'avance	114	114	-
<b>Total</b>	<b>250 124</b>	<b>63 624</b>	<b>186 500</b>

(1) Représentant 7 976 actions propres Assystem S.A.

(2) Dont 19 907 milliers d'euros de produits à recevoir dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites et/ou de performance concernant les salariés de filiales de la Société.

**NOTE 7**
**PRODUITS À RECEVOIR**

- Factures à établir : 1 202 milliers d'euros
- Débiteurs divers : 20 403 milliers d'euros



**NOTE 8****DÉTAIL DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT**

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Achats	Ventes	Montants fin d'exercice
Actions propres <sup>(1)</sup>	11 072	37 516	3 256	45 332
<b>Total</b>	<b>11 072</b>	<b>37 516</b>	<b>3 256</b>	<b>45 332</b>

(1) Représentant 1 192 142 actions propres Assystem S.A. destinées aux plans d'attribution d'actions gratuites.

**NOTE 9****CAPITAL**

Le capital de la Société s'élève à 15 668 216 euros à la clôture de l'exercice comme l'année précédente. Il est composé d'actions d'une valeur nominale d'un euro.

	Nombre d'actions
<b>Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice</b>	<b>15 668 216</b>
Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	-
Actions ou parts sociales annulées pendant l'exercice	-
<b>Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice</b>	<b>15 668 216</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Montant au début de l'exercice</b>	<b>500 887</b>	<b>472 868</b>
Résultat de l'exercice	39 544	42 863
Distribution de dividendes	(185 596)	(14 844)
Variation du capital		
• augmentation	-	-
• diminution	-	-
Variation des primes, réserves, report à nouveau et provisions réglementées		
• augmentation	-	-
• diminution	-	-
<b>Montant en fin d'exercice</b>	<b>354 835</b>	<b>500 887</b>

**NOTE 10****AUTRES INFORMATIONS**

Les instruments potentiellement dilutifs au 31 décembre 2024 sont constitués en totalité des actions gratuites non encore livrées soit 1 427 063 actions.

Fin 2023, Assystem S.A. a reçu une notification de griefs de l'Autorité française de la concurrence. Les pratiques reprochées par le rapporteur général de l'Autorité de la Concurrence concernent

une filiale qu'Assystem a cédée. Assystem S.A. est mise en cause en tant que société mère de cette filiale pendant une partie de la période retenue par l'Autorité de la Concurrence. L'audience devant le Collège de l'Autorité française de la concurrence s'est tenue le 16 octobre 2024.

## NOTE 11 DETTES

En milliers d'euros	Montants bruts	À 1 an au plus	À plus d'1 an et à 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	78 471	471	78 000	-
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	31	-
Comptes courants – Groupe et associés	65 375	65 375	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 684	2 684	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 194	1 194	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	3 339	3 339	-	-
État et autres collectivités publiques	103	103	-	-
Autres impôts, taxes assimilées	74	74	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5	5	-	-
Autres dettes	8 139	8 139	-	-
<b>Total</b>	<b>159 415</b>	<b>81 384</b>	<b>78 031</b>	<b>-</b>

En milliers d'euros	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>				
Crédit d'investissement et crédit renouvelable	87 000	-	9 000	78 000
Intérêts courus à payer	353	471	353	471
<b>Total emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>87 353</b>	<b>471</b>	<b>9 353</b>	<b>78 471</b>
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>				
Dépôts et cautionnements reçus	31	-	-	31
Comptes courants de filiales	45 968	19 407	-	65 375
<b>Total emprunts et dettes financières divers</b>	<b>45 999</b>	<b>19 407</b>	<b>-</b>	<b>65 406</b>

Charges et produits rattachés	Charges	Produits
Intérêts sur emprunts	(3 774)	-
Charges et produits de gestion de trésorerie Groupe <sup>(1)</sup>	(588)	2 091

(1) Charges et produits financiers liés à la rémunération des comptes courants et à la centralisation de trésorerie intra-groupe.

## NOTE 12 CHARGES À PAYER

- Factures non parvenues : 2 528 milliers d'euros
- Dettes fiscales et sociales : 4 447 milliers d'euros

**NOTE 13****ENGAGEMENTS HORS BILAN****13.1 Engagements donnés au profit des filiales**

Le tableau ci-dessous présente les engagements hors bilan donnés au profit des filiales au 31 décembre 2024 qui sont valorisés. Il est à noter que seuls subsistent les engagements non déjà comptabilisés au bilan.

En milliers d'euros	Montants
Garanties sur contrats	41 545
Garanties sur lignes de financement	2 229
<b>Total</b>	<b>43 774</b>

Les garanties sur lignes de financement émises au profit des filiales leur permettent de disposer localement de lignes de crédit. Aucun montant n'a été utilisé sur ces lignes de crédit au 31 décembre 2024.

Pour quelques grands contrats-cadres, la Société a été amenée à mettre en place des garanties de performance et/ou financière par commande.

**13.2 Engagements hors bilan sur ligne de financement**

Au 31 décembre 2024, la Société dispose d'un crédit renouvelable non utilisé à hauteur de 152,0 millions d'euros ainsi que de lignes de découvert non contractuelles non utilisées pour un montant de 16,0 millions d'euros.

**13.3 Engagements réciproques**

En milliers d'euros	Montants	Échéancier		
		À moins d'un an	D'un à cinq ans	À plus de cinq ans
Contrats de location simple				
• véhicules	139	89	50	-
• locaux	1 259	319	940	-
<b>Total</b>	<b>1 398</b>	<b>408</b>	<b>990</b>	<b>-</b>

**13.4 Instruments financiers dérivés**

Afin de sécuriser les marges opérationnelles relatives aux contrats significatifs libellés en devises, la Société utilise des couvertures de change sous la forme principalement d'achats et/ou ventes à terme.

Pour la couverture des opérations intra-groupe significatives en devises, la Société a recours à des swaps de trésorerie.

Les principes comptables applicables aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture ont été modifiés par le règlement ANC n° 2015-05 du 2 juillet 2015. Assystem applique ce nouveau règlement depuis le 31 décembre 2016.

À la fin de l'exercice 2024, la réévaluation au bilan de l'ensemble de ces instruments à terme représente 186 milliers d'euros classés au passif en instruments de trésorerie.

**NOTE 14****CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires se compose de prestations administratives, de gestion et de facturations liées à la mise à disposition de compétences diverses essentiellement au profit des filiales du Groupe.

Une segmentation du chiffre d'affaires par secteur d'activité et par zone géographique n'est donc pas pertinente.

**NOTE 15****EFFECTIF MOYEN**

L'effectif moyen est de six salariés au cours de l'exercice 2024.

Le dirigeant rémunéré par la Société n'a pas de contrat de travail. Il est rémunéré au titre de son mandat social.

## NOTE 16 RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/12/2024
<b>Produits financiers de participations</b>	<b>17 919</b>
Dividendes reçus	17 919
<b>Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</b>	<b>185</b>
Intérêts des prêts	185
<b>Autres intérêts et produits assimilés</b>	<b>27 903</b>
Produits de gestion de trésorerie Groupe	2 091
Autres produits financiers <sup>(1)</sup>	25 812
<b>Reprises sur provisions et transferts de charges</b>	<b>4 049</b>
Reprises sur provisions sur perte de change	2
Reprises sur provisions sur immobilisations financières <sup>(2)</sup>	4 047
<b>Différences positives de change</b>	<b>5 063</b>
Gains de change	5 063
<b>Total produits financiers</b>	<b>55 119</b>
<b>Dotations financières aux amortissements et provisions</b>	<b>(79 809)</b>
Dotations aux provisions pour risques et charges financiers <sup>(3)</sup>	(79 740)
Dotations aux provisions pour perte de change	(69)
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(6 780)</b>
Intérêts sur emprunts	(3 774)
Charges de gestion de trésorerie Groupe	(588)
Autres charges financières	(2 418)
<b>Différences négatives de change</b>	<b>(5 015)</b>
Pertes de change	(5 015)
<b>Total charges financières</b>	<b>(91 604)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(36 485)</b>

(1) Dont 14 147 milliers d'euros d'intérêts sur obligations convertibles Expleo Group.

(2) Dont 4 047 milliers d'euros pour attribution d'actions gratuites.

(3) Dont 53 640 milliers d'euros pour dépréciation de titres de participation et 26 099 milliers d'euros pour attribution d'actions gratuites.

## NOTE 17 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/12/2024
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b>	<b>208 725</b>
Produits de cessions d'immobilisations financières <sup>(1)</sup>	205 000
Boni sur actions d'autocontrôle	3 725
<b>Reprises sur provisions et transferts de charges <sup>(2)</sup></b>	<b>8 753</b>
<b>Autres produits exceptionnels</b>	<b>-</b>
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>217 478</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</b>	<b>-</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</b>	<b>(135 049)</b>
Valeur nette des immobilisations cédées <sup>(1)</sup>	(133 526)
Mali sur actions d'autocontrôle	(1 523)
Charges exceptionnelles diverses	-
<b>Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions</b>	<b>-</b>
Dotations aux provisions pour risques	-
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>(135 049)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>82 429</b>

(1) Montants liés à la cession des titres de la société Framatome.

(2) Dont reprise de 8 134 milliers d'euros sur le litige fiscal lié au CIR 2011 et 2012.

**NOTE 18****IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS****Ventilation de l'impôt**

La répartition de l'impôt entre la partie du résultat courant et le résultat exceptionnel a été effectuée en considération de la nature des produits et charges correspondants. L'incidence de l'intégration fiscale a été considérée comme relevant du résultat exceptionnel.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Résultat avant impôt</b>	<b>Impôt</b>	<b>Résultat net après impôt</b>
Résultat courant	(42 253)	16 531	(25 722)
Résultat exceptionnel	82 429	(17 163)	65 266
Résultat de l'exercice	40 176	(632)	39 544

**Informations relatives au régime d'intégration fiscale**

La Société est la tête d'un groupe d'intégration fiscale qui comprend les sociétés suivantes pour l'exercice 2024 : Assystem Engineering and Operation Services, SCI du Pont Noir, Assystem

Invest 1, Insiema, Assystem Conseils, Assystem Investissements, Assystem Project Management et Assystem INV.

Les modalités de calcul de l'impôt sur les sociétés dues par chaque entité du groupe fiscal sont déterminées selon les règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de clôture de l'exercice et comme si chaque entité du groupe fiscal était imposée séparément.

**Informations relatives aux accroissements et allègements de la dette future d'impôts**

<b>Accroissements de la dette future d'impôt (au taux de 25,83 %) <i>En milliers d'euros</i></b>	<b>Base 2024</b>	<b>Montant de l'impôt</b>
État néant	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>Allègements de la dette future d'impôt (au taux de 25,83 %)</b>	<b>Base 2024</b>	<b>Montant de l'impôt</b>
Provision retraite	112	(29)
Provision pour dépréciation	174	(45)
Provision pour risques et charges	100	(26)
Charges sur projets d'acquisition	244	(63)
Effets de change	-	-
Autres charges	178	(46)
<b>Total</b>	<b>808</b>	<b>(209)</b>

**NOTE 19****INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS****Montants concernant les entreprises**

<b>Postes (en milliers d'euros)</b>	<b>liées</b>	<b>avec lesquelles la Société a un lien de participation</b>
Participations <sup>(1)</sup>	192 351	43 900
Obligations convertibles Expleo Group	-	171 338
Prêts	5 616	3 766
Autres immobilisations financières	25 906	-
Créances clients et comptes rattachés	1 993	4
Comptes courants débiteurs	24 209	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(310)	-
Comptes courants créditeurs	(65 375)	-
Produits de participation	17 821	98
Produits sur obligations convertibles Expleo Group	-	14 147
Autres produits financiers	2 182	94
Charges financières	(588)	-

(1) Pour les entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation, 37,13 % du capital d'Expleo Group pour 39 000 milliers d'euros.

Aucune information complémentaire visée par l'article R.123-198 11° du Code de commerce n'est nécessaire, Assystem n'ayant pas identifié d'autres transactions avec des parties liées qui n'auraient pas été conclues à des conditions normales de marché ou qui auraient un impact matériel sur les comptes.

**NOTE 20****IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ**

La société Assystem S.A. est la société mère consolidante du groupe Assystem.

Assystem S.A. (ISIN : FR0000074148-ASY) est cotée sur Euronext Paris.

**NOTE 21****ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE****Loi de financement de la Sécurité sociale**

La loi n° 2025-199 du 28 février 2025 relative au financement de la Sécurité sociale pour 2025 a relevé le taux de contribution patronale applicable aux plans d'actions gratuites à 30 % (contre 20 % précédemment). L'incidence de cette nouvelle loi sera prise en compte dès la clôture semestrielle 2025 conformément aux règles comptables applicables.

**5.4.4 DÉLAIS DE PAIEMENT**

En application des dispositions du Code de commerce, sont indiqués ci-dessous les délais de paiement des fournisseurs et clients de la Société, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

**FOURNISSEURS**

<b>En milliers d'euros</b>	<b>1 à 30 jours</b>	<b>31 à 60 jours</b>	<b>61 à 90 jours</b>	<b>91 jours et plus</b>	<b>Total</b>
Nombre de factures concernées	-	1	-	1	2
<b>Montant total TTC des factures concernées</b>	-	5	-	5	10
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice HT	-	0,04 %	-	0,04 %	0,08 %

## CLIENTS

En milliers d'euros	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Nombre de factures concernées	2	3	-	45	50
<b>Montant total TTC des factures concernées</b>	<b>343</b>	<b>128</b>	<b>-</b>	<b>263</b>	<b>734</b>
Pourcentage du montant total du chiffre d'affaires de l'exercice HT	2,78 %	1,04 %	-	2,13 %	5,95 %

Les délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement correspondent aux délais légaux.

Aucune facture relative à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées n'a été exclue.

### 5.4.5 RÉINTÉGRATION DE FRAIS GÉNÉRAUX

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les dépenses visées par l'article 39-4 du même Code ont atteint en 2024 la somme de 94 142 euros, lesquelles ont généré un impôt de 24 317 euros.

### 5.4.6 TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES D'ASSYSTEM S.A.

En euros	2020	2021	2022	2023	2024
<b>I. Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	15 668 216	15 668 216	15 668 216	15 668 216	15 668 216
Nombre d'actions émises	15 668 216	15 668 216	15 668 216	15 668 216	15 668 216
Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
<b>II. Résultat global des opérations effectives</b>					
Chiffres d'affaires hors taxes	8 695 810	7 258 741	8 846 503	9 932 679	12 328 907
Bénéfices avant impôts amortissements et provisions	35 123 472	40 685 836	39 136 135	32 730 084	107 439 537
Impôts sur les bénéfices	558 918	156 351	225 129	(11 043)	(631 741)
Bénéfices après impôts amortissements et provisions	(19 231 923)	75 975 119	29 891 847	42 862 515	39 544 622
Montants des bénéfices distribués	14 745 449	14 789 065	14 844 192	185 595 870	14 326 689*
<b>III. Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
Bénéfices après impôts mais avant amortissements et provisions.	2,28	2,59	2,51	2,09	6,82
Bénéfices après impôts amortissements et provisions	(1,23)	4,85	1,91	2,74	2,52
Dividendes versés à chaque action	1,00	1,00	1,00	12,50	1,00*
<b>IV. Personnel</b>					
Nombre de salariés	7	7	6	6	6
Montants de la masse salariale **	1 881 294	2 691 233	2 425 196	2 565 519	2 704 703
Montants des charges sociales **	857 959	1 139 318	1 012 164	1 116 932	3 796 160

\* Dividende proposé au vote de la prochaine Assemblée Générale.

\*\* Y incluses rémunérations et charges relatives au dirigeant mandataire social rémunéré par la Société et le forfait social à 20 % sur les plans d'attribution d'actions gratuites.